

Quelle majorité sortira des élections législatives albanaises?

Corinne Deloy

Analyse

Les Albanais sont convoqués aux urnes le 23 juin prochain pour renouveler les 140 membres de l'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement. Les deux principaux partis politiques – le Parti démocratique (PDSH) conduit par le Premier ministre Sali Berisha et le Parti socialiste (PSSH) dirigé par Edi Rama – possèdent des programmes très proches et tous deux sont favorables à l'intégration européenne du pays. Les enquêtes d'opinion montrent que les campagnes électorales ont en général une faible influence sur les Albanais qui votent avant tout pour un homme plutôt que pour un parti.

Les forces politiques en présence

Le Parti démocratique du Premier ministre Sali Berisha

Le Parti démocratique a constitué une coalition électorale, l'Alliance pour l'emploi, le bien-être et l'intégration, qui regroupe 25 partis en vue du scrutin législatif. Parmi les partis alliés figurent le Parti républicain (PRS) dirigé par Fatmir Mediu, le Mouvement du développement national, le Parti agrarien de Lefter Xhaverli et le Parti de la justice, de l'intégration et de l'unité (PDIU) de Shpëtim Idrizi qui représente la communauté cham d'Albanie. « *Le but de la coalition est d'avancer sur la voie de l'intégration européenne* » a déclaré le secrétaire général du PDSH, Ridvan Bode.

Le chef du gouvernement met en avant les réalisations de son mandat : investissements dans l'éducation, la santé et les politiques sociales et mise en œuvre de grands projets d'infrastructures. Il se félicite des effets de l'introduction de l'impôt à taux unique (flat tax) fixée à 10% pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les entreprises. « *Nous avons récolté 9,2 milliards d'impôts que nous avons pu investir dans des projets d'infrastructure* » a déclaré Sali Berisha. Selon le Premier ministre, la réforme fiscale a permis à l'Albanie d'échapper à la récession et de maintenir un taux de croissance de 3-4%.

Le chef du gouvernement a promis, s'il est réélu, la création de 250 000 emplois et la poursuite des réformes, notamment fiscales. « *Nous avons transformé*

l'Albanie et le 23 juin, nous demandons aux Albanais de nous aider à poursuivre ce développement. Notre programme est ambitieux et les nouvelles réformes que nous proposons sont basées sur la liberté économique et fiscale et le soutien à la croissance et à l'emploi des jeunes » a indiqué Sali Berisha. Il s'est fixé comme objectif d'attirer 6 milliards \$ d'investissements étrangers dans les 4 prochaines années. Le Premier ministre a invité les Albanais qui ont quitté leur pays à y revenir, leur promettant une exemption d'impôts pour une période de 3 à 5 ans après leur retour.

Le Parti socialiste d'Edi Rama

Le Parti socialiste n'a jamais reconnu la victoire du Parti démocratique aux élections législatives du 28 juin 2009, scrutin dont il a dénoncé les fraudes tandis que le parti de Sali Berisha estimait qu'il s'agissait du « *meilleur jamais organisé en Albanie* ». A l'issue des élections de 2009, les socialistes ont boycotté le Parlement durant près d'une année avant de reprendre leur place sur les bancs à la suite d'une médiation du Parlement européen. Quelques mois plus tard, en janvier 2011, l'opposition socialiste a organisé de nombreuses manifestations contre le gouvernement de Sali Berisha. Celles-ci ont été durement réprimées par la police : 4 personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées par balle le 21 janvier 2011 devant le siège du gouvernement. Le Premier ministre avait affirmé que ces actions de protestation constituaient « *les prémices d'un coup d'Etat* » tandis que les socialistes

accusaient le chef du gouvernement d'avoir transformé des manifestations pacifistes en un bain de sang. Le mouvement protestataire a repris quelques semaines plus tard en mai après les élections municipales. Le Parti socialiste a contesté la victoire de Luzim Basha (PDSH) qui s'est imposé à la mairie de Tirana devant le dirigeant du Parti socialiste, Edi Rama. Après ce scrutin local, les socialistes avaient renoué avec leur boycott du parlement.

En avril 2013, deux hauts responsables de la Garde républicaine albanaise soupçonnés de meurtres pendant une manifestation de l'opposition en janvier 2011 ont été acquittés par un tribunal de Tirana. Le Parquet avait requis des peines de respectivement 23 et 25 ans de prison pour le commandant de la Garde républicaine, Andrea Prendi, et pour un autre militaire, Agim Llupo, tous deux accusés d'avoir tiré sur la foule et d'avoir tué 4 manifestants par balles. Le tribunal a également acquitté Armando Kasaj, ancien collaborateur du Premier ministre, accusé d'avoir tenté d'effacer les images enregistrées par les caméras de surveillance pendant les manifestations.

Enfin, l'élection le 11 juin 2012 de Bujar Nishani (PDSH) à la présidence de la République avait de nouveau illustré les profondes divisions de la classe politique albanaise. Les parlementaires socialistes avaient refusé de prendre part au scrutin.

Dans la perspective du scrutin législatif du 23 juin, le Parti socialiste a formé une coalition électorale, l'Alliance pour une Albanie européenne, avec 37 autres partis : le Mouvement socialiste pour l'intégration d'Illir Meta, l'Union des droits de l'homme dirigé par Vangjel Dule et le Parti social-démocrate de Skënder Gjinush. Edi Rama a précisé que la restauration de la démocratie en Albanie constituait la priorité de la coalition.

Le 3 mai dernier, l'Assemblée de la République a ouvert une enquête parlementaire contre le leader de l'opposition Edi Rama, accusé d'avoir agressé (physiquement et verbalement) Egin Ceka, ambassadeur d'Albanie à l'OSCE, le 24 avril dernier après que ce dernier lui eut signifié son désaccord avec ses propos. Cette enquête parlementaire est la troisième de ce type ouverte contre Edi Rama.

Le Mouvement socialiste pour l'intégration d'Illir Meta

Le 4 avril dernier, les ministres du Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI) ont démissionné du gouvernement de Sali Berisha. « *Le retrait de 3 ministres n'a pas pour but de déstabiliser l'équipe en place mais leur présence au gouvernement ne fait plus sens* » a déclaré son dirigeant Illir Meta. Partenaire du Parti démocratique depuis 2008, le leader du LSI a donc changé son fusil d'épaule et décidé de s'allier avec l'opposition de gauche pour les élections du 23 juin. Né en 2004 d'une scission au sein du Parti socialiste, le LSI a tout d'abord travaillé aux côtés des socialistes qu'il a aidés à remporter plusieurs villes lors des élections municipales du 18 février 2007, dont Tirana où Edi Rama avait été élu pour un 3^e mandat. L'année suivante, Illir Meta s'est rapproché de Sali Berisha. Troisième force politique de l'Albanie, le LSI a obtenu grâce à son alliance avec le Parti démocratique 3 ministères et 20% des postes de l'administration publique à l'issue du scrutin législatif du 28 juin 2009.

Eloigné d'Edi Rama depuis plus de 4 ans, Illir Meta a toutefois renoué des liens avec le dirigeant socialiste. « *Une victoire de la gauche aux législatives créera un nouvel équilibre politique nécessaire à l'intégration de l'Albanie à l'Union européenne* » a-t-il indiqué.

Le rapprochement du LSI et du PSSH n'a pas fait l'unanimité au sein du PSSH. Par ailleurs, il a été dit que l'accord entre les 2 partis stipulerait que le départ du LSI du gouvernement de Sali Berisha soit lié au vote par le PSSH des 3 réformes (système judiciaire, administration publique et règles de procédure du parlement) indispensable pour une candidature officielle de l'Albanie à l'entrée dans l'Union européenne. Les parlementaires socialistes ont toutefois refusé le 6 mai dernier de voter ces réformes.

Le retour du nationalisme ?

L'Alliance rouge-noire (AK) a été fondée le 20 mars 2012 par Kreshnik Spahiu. Son nom vient d'une organisation de supporters de football et reprend les couleurs du drapeau albanaise (un aigle noir sur fond rouge). Le parti se bat pour l'unification de tous les Albanais des

Balkans, et notamment ceux du Kosovo et de Macédoine, auxquels elle souhaite octroyer des passeports albanais. Un tiers des Albanais vivent à l'étranger. Le parti se bat également pour le renouvellement des élites politiques : il demande la limitation des mandats électifs et l'interdiction pour toute personne de diriger un parti politique durant une longue période.

« *Nous prions Dieu de nous guider dans notre lutte difficile contre les traîtres et contre les anti-Albanais* » indique Kreshnik Spahiu. Celui-ci a accusé le ministre du Travail, Spiro Ksera (PDSH), d'avoir des activités antinationales et des connexions avec le parti grec d'extrême droite Aube dorée (CA) et d'avoir employé comme conseiller, Theofan Kaliviotis, Albanais né Grec qui dirigerait un mouvement irrédentiste pour l'indépendance de l'Épire du nord, région du sud de l'Albanie qui a longtemps été disputée entre Tirana et Athènes. Le 8 janvier dernier, l'Alliance rouge-noire, qui a choisi « *Dieu d'abord et l'Albanie par dessus tout* » comme slogan pour les élections législatives, a demandé l'organisation d'un référendum sur une union du Kosovo et de l'Albanie.

Tirana possède déjà un parti qui représente la communauté cham : le Parti de la justice, de l'intégration et de l'unité (PDIU) qui compte 2 députés et qui est actuellement membre de la coalition électorale de Sali Berisha. Les Chams sont des Albanais du Nord de la Grèce qui ont été accusés par Athènes de collaboration avec les Nazis et expulsés après la Seconde Guerre mondiale. Le nationalisme s'est intensifié en Albanie avec l'indépendance du Kosovo. Selon les enquêtes d'opinion, le soutien aux Albanais du Kosovo va d'ailleurs croissant. Le discours nationaliste résonne parmi des Albanais économiquement pauvres, qui vivent dans un pays en crise morale et sociale, où les différences entre les partis politiques sont faibles et où les responsables politiques placent souvent leurs intérêts personnels au-dessus de ceux de la nation. Les nationalistes albanais n'ont pas de discours antieuropéens : comme tous leurs compatriotes, ils sont favorables à l'intégration de leur pays à l'UE.

Alors, l'Alliance rouge-noire sera-t-elle le prochain faiseur de rois ? Il est trop tôt pour le savoir mais chacun peut remarquer que son apparition sur la scène poli-

tique a d'ores et déjà modifié le discours des hommes politiques qui dominent cette dernière depuis plusieurs années. Ainsi, en novembre dernier, le Premier ministre Sali Berisha a déclaré qu'une partie de la Grèce, à savoir l'Épire, région partagée entre la Grèce et l'Albanie, était également albanaise.

Cette déclaration avait entraîné l'annulation de la visite du ministre grec des Affaires étrangères Dimitris Avramopoulos à Tirana lors des cérémonies prévues pour célébrer le centenaire de l'indépendance de l'Albanie. Lors de cet événement, le chef du gouvernement avait encore affirmé sa volonté de faire vivre la Grande Albanie, « *de Presevo à Preveza, de Podgorica à Skopje* » et de balayer les frontières pour que tous les Albanais vivent enfin dans une seule et même nation. Une semaine plus tard, le Premier ministre se déclarait contre l'unification de l'Albanie et du Kosovo dans un discours à l'université de Pristina, affirmant que les deux pays auraient beaucoup à perdre d'une modification de leurs frontières.

Enfin, quelque temps plus tard, Sali Berisha a souligné que si les Albanais vivent dans 5 nations différentes, ils ne peuvent cependant être considérés comme 5 nations différentes. « *L'unité des Albanais est la solution alternative à cette situation* » a-t-il indiqué.

A la fin du mois d'avril dernier, plus d'une vingtaine de membres de l'Alliance rouge-noire ont décidé de quitter le parti pour s'élever contre la façon de diriger de Kreshnik Spahiu. « *Kreshnik Spahiu n'agit pas dans l'intérêt national mais pour son propre intérêt* » a affirmé Dashamir Uruci, responsable des affaires économiques au sein du parti. Ago Nezha, responsable de l'agriculture, a souligné que le dirigeant « *gouvernait l'Alliance rouge-noire comme sa propre entreprise* ». Les dissidents reprochent notamment au dirigeant du parti de s'être rapproché du Premier ministre Sali Berisha. En outre, le leader de l'opposition Edi Rama a affirmé que Kreshnik Spahiu lui avait demandé 5 postes de ministres dans le prochain gouvernement pour rejoindre l'Alliance pour une Albanie européenne, coalition dirigée par le Parti socialiste. Le dirigeant de l'Alliance rouge-noire a démenti ces propos et indiqué que son parti n'avait posé que 2 conditions – toutes deux catégoriquement refusées – pour rejoindre la coalition électorale de l'opposition : la disparition de la frontière

L'intégration européenne, un sujet de consensus qui divise

« *Les réformes du gouvernement ont permis aux Albanais de voyager librement en Europe. Nous méritons le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne* » a affirmé le Premier ministre Sali Berisha. Celui-ci a promis, en cas de réélection, de faire de son pays un candidat officiel à l'entrée dans l'Union européenne, un projet selon lui bloqué par les socialistes.

En octobre dernier, Bruxelles a demandé à Tirana de réformer son système judiciaire et son administration publique et de finaliser les règles de procédure du Parlement avant de pouvoir envisager de devenir candidat officiel à l'entrée dans l'Union européenne. Ces réformes doivent impérativement être adoptées par le Parlement à la majorité des 3/5e. Pour ce faire, le gouvernement a donc besoin des suffrages de l'opposition qui, jusqu'alors, a refusé de le soutenir. Le Premier ministre Sali Berisha s'est déclaré favorable à l'organisation d'un référendum pour parvenir à débloquer la situation. « *Les Albanais montreront leur soutien massif à l'intégration européenne de leur pays. Le référendum est le meilleur moyen de briser le mur d'opposition d'Edi Rama et de mettre fin à son plan de boycotter le parlement après sa défaite aux élections du 23 juin prochain* » a souligné le chef du gouvernement. Le 4 mars dernier, Stefan Füle, commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, a toutefois fait part de son opposition à la tenue d'une consultation populaire sur ce sujet, affirmant qu'un référendum ne constituait pas le meilleur moyen pour parvenir au consensus nécessaire entre les partis.

Les deux grandes forces politiques du pays se reprochent mutuellement l'échec des négociations. L'Union européenne a déjà refusé par deux fois d'octroyer le statut de candidat officiel à l'Albanie, qui a posé sa candidature pour la première fois en avril 2009. « *Qu'un pays se voit refuser par deux fois le statut de candidat officiel par Bruxelles est un fait sans précédent. La corruption, le crime organisé, la pauvreté et la mauvaise gouvernance expliquent ce fait. La responsabilité en incombe au gouvernement* » a déclaré le dirigeant du Parti social-démocrate (PSS) et ancien ministre des Affaires étrangères, Paskal Milo.

Le système politique albanais

Le parlement albanais est monocaméral. Son unique chambre, l'Assemblée de la République, compte 140 membres, élus tous les 4 ans, au scrutin proportionnel au sein de 12 circonscriptions plurinominales qui correspondent aux 12 régions administratives de l'Albanie. Le nombre de sièges des circonscriptions varie de 4 à 32 selon le nombre d'électeurs résidant dans chacune d'entre elles. Les sièges sont tout d'abord attribués aux coalitions électorales au sein des circonscriptions régionales selon la méthode d'Hondt, puis, au sein de chaque coalition, aux partis politiques qui la composent selon la méthode de Sainte-Laguë. Chaque parti doit impérativement recueillir au moins 3% des suffrages exprimés (5% pour une coalition de partis) pour être représenté au Parlement. Le 25 avril dernier, Sali Berisha a invité Edi Rama pour parler du vote des Albanais de l'étranger. Le chef du gouvernement espère parvenir rapidement à trouver un accord avec l'opposition sur ce sujet. « *C'est une question d'honneur et de dignité d'offrir aux Albanais résidant à l'étranger l'opportunité et les conditions d'exercer leur droit de vote comme le font toutes les nations civilisées pour leurs citoyens* » a déclaré le chef du gouvernement.

6 partis politiques sont actuellement représentés dans l'Assemblée de la République :

3 appartiennent à la Coalition Alliance pour les changements :

- le Parti démocratique (PDSH), fondé en 1990 et dirigé par le Premier ministre sortant Sali Berisha, possède 68 sièges ;

- le Parti républicain (PRS), emmené par Fatmir Mediu, compte 1 député ;

- le Parti de la justice, de l'intégration et de l'unité (PDIU), qui représente la communauté cham et conduit par Shpëtim Idrizi, possède 1 siège ;

2 sont membres de la Coalition Union pour les changements :

- le Parti socialiste (PSSH), créé en 1991 et dirigé par Edi Rama, compte 65 députés ;

- le Parti pour l'unité des droits de l'homme (PBDNJ) de Vangjel Dule, qui représente la minorité grecque, possède 1 siège ;

Le dernier appartient à la Coalition Alliance socialiste pour l'intégration :

- le Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI), fondé en 2004 et dirigé par Ilir Meta. Membre du gouvernement de Sali Berisha jusqu'en avril dernier, compte 4 députés.

Rappel des résultats des élections législatives du 28 juin 2009 en Albanie

Participation : 50,77%

partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Coalition Alliance pour les changements	712 745	46,92	70
Coalition Union pour les changements	688 748	45,34	66
Coalition Alliance socialiste pour l'intégration (LSI)	84 407	5,56	4
Coalition Pôle de la liberté	27 655	1,81	0
Parti du droit et de la justice (PLiDr)	4 865	0,32	0
Indépendants	756	0,05	0

Source : Commission électorale centrale albanaise
(http://www.cec.org.al/images/stories/zgjedhje-per-kuvend/2009/rez_vend.pdf)

Des élections législatives sous haute surveillance

« Ces élections législatives seront un test pour le bon fonctionnement des institutions démocratiques et les progrès de l'Albanie sur la voie de l'Union européenne » a déclaré Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Le scrutin sera en effet surveillé de près par les autorités de Bruxelles qui redoute que l'absence de dialogue (et de coopération) entre les partis politiques empêchent Tirana d'organiser des élections démocratiques.

De son côté, le commissaire européen à l'Elargissement et à la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle, a tenu à rappeler que « la période de campagne électorale ne constitue pas une excuse pour ralentir le travail sur les réformes orienté vers l'Union européenne ; le gouvernement et l'opposition doivent assumer leur responsabilité en rapprochant l'Albanie de l'Union ». L'UE a demandé à Tirana de mettre en place des réformes en matière d'administration publique, de justice, de fonctionnement du Parlement et de lutte contre la corruption.

Selon Stefan Füle, « la question la plus cruciale de l'Etat albanais moderne est la suivante : que faut-il faire pour que les prochaines élections législatives soient transparentes et démocratiques ? » même si, a précisé le commissaire européen,

le bon déroulement du scrutin ne résoudra pas les questions critiques qui se posent à Tirana comme le fait qu'il n'existe pas de culture du compromis en Albanie.

Le Parti socialiste a indiqué que les listes électorales contenaient de nombreuses irrégularités. Selon lui, 25 874 personnes seraient enregistrées plusieurs fois et 352 237 électeurs seraient inscrits sans adresse précise.

Enfin, la Commission centrale des élections (KQZ) ne compte plus aucun représentant de l'opposition depuis le retrait des 2 socialistes, qui ont démissionné de leurs fonctions estimant que le Parlement avait porté atteinte à l'indépendance de l'organisme en limogeant un de ses membres. Au total, la Commission centrale des élections comprend 7 membres, dont 4 sont proposés par le pouvoir en place.

Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut italien Piepoli pour la chaîne de télévision Vision Plus TV, l'Alliance pour une Albanie européenne, coalition emmenée par les socialistes, devrait arriver en tête aux élections législatives du 23 juin avec 49% des suffrages, dont 10% pour le Parti socialiste et 6% pour le Mouvement socialiste pour l'intégration. L'Alliance pour l'emploi, le bien-être et l'intégration, coalition du Premier ministre sortant Sali Berisha, recueillerait 40% des voix, dont 35% pour le

Parti démocratique. Le Nouvel esprit démocratique, né d'une scission au sein du Parti démocratique, obtiendrait 5,50% des suffrages tout comme l'Alliance rouge-noire.

Selon le sondage réalisé par l'institut italien IPR Marketing pour la chaîne de télévision TV Ora, la moitié des Albanais (49,50%) se déclarent peu intéressés par la campagne électorale

L'opposition (gauche) remporte les élections législatives albanaises

Résultats

Alors que la confusion régnait le soir du scrutin législatif le 23 juin 2013 en Albanie, puisque tant la droite au pouvoir emmenée par l'Alliance pour l'emploi, le bien-être et l'intégration, coalition composée par le Parti démocratique (PDSH) du Premier ministre sortant Sali Berisha et 24 partis, que l'opposition de gauche emmenée par l'Alliance pour une Albanie européenne, coalition de 38 partis (dont le Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI) d'Illir Meta) conduite par le Parti socialiste (PSSH) dirigé par Edi Rama, revendiquait la victoire, le 26 juin, le Premier ministre sortant Sali Berisha a reconnu sa défaite.

La participation (53,52%) a été supérieure à celle enregistrée lors du précédent scrutin législatif du 28 juin 2009 (50,77%).

Toutefois aucun résultat officiel n'a pour l'instant été annoncé. [1] La Commission électorale centrale pourrait rencontrer des difficultés pour valider les résultats. En effet, elle-ci ne compte plus aucun représentant de l'opposition depuis le retrait des deux socialistes, qui ont démissionné de leurs fonctions estimant que le parlement avait porté atteinte à l'indépendance de l'organisme en limogeant un de ses membres. Au total, la Commission centrale des élections comprend 7 membres, dont 4 sont proposés par le pouvoir en place. Si celle-ci ne peut valider les résultats, le Collège électoral pourrait être en mesure de débloquent la situation. La situation fait cependant courir un risque supplémentaire de déstabilisation politique à un pays qui, depuis 1991, n'est jamais parvenu à organiser des élections sans heurts.

Cette fois-ci encore, de nombreux incidents ont été enregistrés durant la journée électorale. Gjon Pjeter Gjoni, membre du LSI, a été tué par balle près d'un bureau de vote à Laç, ville située à 40 km au nord de Tirana. Trois autres personnes, dont un candidat du Parti démocratique, ont été blessées.

La communauté internationale avait pourtant mis les

autorités albanaises en garde et les avaient fortement incitées à veiller à ce que le scrutin législatif se déroule de façon démocratique. « *Les dirigeants albanais ont une responsabilité commune de créer les conditions pour que les résultats des élections soient acceptés par tous* » avait averti le commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle. « *Ces élections législatives seront un test pour le bon fonctionnement des institutions démocratiques et les progrès de l'Albanie sur la voie de l'Union européenne* » avait déclaré Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. « *J'encourage les dirigeants politiques à éviter toute action qui pourrait avoir un impact négatif à moyen et long terme sur le développement de l'Albanie en échange de gains politiques à court terme* » avait enfin indiqué Eugen Wollfarth, chef de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Albanie.

8 153 observateurs, dont 564 étrangers, étaient chargés de surveiller le déroulement du scrutin. La mission des observateurs de l'OSCE a conclu que « *l'atmosphère de méfiance entre les deux principales forces politiques avait entaché l'environnement* » électoral. Le

meurtre de Lac «ainsi que d'autres violents incidents isolés ont terni le début du scrutin». «Par rapport aux élections de 2009 et de 2011, peu de progrès ont été enregistrés. Mais les élections ont été libres», a noté un responsable de l'OSCE, Roberto Battelli.

Lors du dernier scrutin législatif du 28 juin 2009, le Parti socialiste avait refusé de reconnaître la victoire du Parti démocratique tandis que le dirigeant du PDSH Sali Berisha estimait qu'il s'agissait des « meilleures élections jamais organisées en Albanie ». Les socialistes avaient boycotté le parlement durant près d'une année avant de reprendre leur place sur les bancs à la suite d'une médiation du Parlement européen.

Le bon déroulement des élections législatives était une condition fixée à Tirana pour un rapprochement avec l'Union européenne. Bruxelles a déjà refusé par deux fois d'octroyer le statut de candidat officiel à l'Albanie, qui a posé sa candidature pour la première fois en avril 2009. En octobre dernier, Bruxelles a demandé à Tirana de réformer son système judiciaire et son administration publique et de finaliser les règles de procédure du parlement avant de pouvoir envisager de devenir candidat officiel à l'entrée dans l'Union européenne. Le

30 mai dernier, l'Assemblée de la République d'Albanie, chambre unique du Parlement, a adopté trois lois (adoption d'un nouveau règlement parlementaire, réforme du statut des fonctionnaires et nomination des juges de la Cour suprême).

Le futur Premier ministre aura la lourde tâche de mettre en œuvre les nombreuses réformes économiques, indispensables dans ce pays qui est le plus pauvre d'Europe. Le gouverneur de la Banque centrale albanaise, Ardian Fulani, a mis en garde les autorités à propos de la forte hausse des dépenses publiques qui au cours des quatre premiers mois de cette année ont doublé par rapport à celles enregistrées durant la même période en 2012. Le déficit budgétaire des quatre premiers mois de 2013 s'élève à 9,8% alors que les revenus n'ont cru que de 0,3%. Le taux de chômage s'établit officiellement à 14% en Albanie mais selon de nombreux analystes, il avoisinerait en réalité 40% de la population active. Enfin, selon le Fonds monétaire international (FMI), la corruption et l'économie parallèle absorberaient 60% du PIB albanais.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.